

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.184/AG
DU 6 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 26 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours^(*), sur une proposition de loi "modifiant l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973" (Doc. parl., Chambre, DOC 51 2863/001) a donné l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.184/AV
VAN 6 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 26 januari 2007 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*), van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" (Parl. St., Kamer, DOC 51 2863/001), heeft het volgende advies gegeven :

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

PORTÉE DE LA PROPOSITION DE LOI

La proposition de loi soumise pour avis entend modifier la compétence de la section d'administration du Conseil d'État à l'égard des actes administratifs des assemblées législatives ou de leurs organes, en ce compris les médiateurs institués auprès de ces assemblées, de la Cour des comptes et de la Cour d'arbitrage, du Conseil d'État et des juridictions administratives ainsi que des organes du pouvoir judiciaire et du Conseil supérieur de la Justice relatifs aux marchés publics et aux membres de leur personnel. La proposition vise notamment à instaurer la possibilité d'également former un recours en annulation contre les actes réglementaires de ces organes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La compétence de la section d'administration du Conseil d'État en matière d'actes administratifs des assemblées législatives, des juridictions et des organes connexes, a été instaurée par la loi du 25 mai 1999 ¹ et modifiée par la loi du 15 septembre 2006 ².

À l'heure actuelle, le texte de l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées, dispose:

"La section statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives, ainsi que contre les actes administratifs des assemblées législatives ou de leurs organes, en ce compris les médiateurs institués auprès de ces assemblées, de la Cour des comptes et de la Cour d'arbitrage, du Conseil d'État et des juridictions administratives ainsi que des organes du pouvoir judiciaire et du Conseil supérieur de la Justice relatifs aux marchés publics et aux membres de leur personnel."

(¹) Loi du 25 mai 1999 modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'État, ainsi que le Code judiciaire, article 2.

(²) Loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers, article 4.

L'intervention du législateur en 1999 faisait suite à l'arrêt n/ 31/96 de la Cour d'arbitrage du 15 mai 1996 dans lequel la Cour a jugé que le fait que les fonctionnaires des assemblées législatives n'ont pas la possibilité de former un recours en annulation contre les actes administratifs de ces assemblées est contraire au principe constitutionnel d'égalité. Le législateur a remédié à cette lacune inconstitutionnelle en organisant un recours en annulation devant le Conseil d'État.

2. La proposition examinée vise à prendre en compte l'arrêt de la Cour d'arbitrage n/ 89/2004 du 19 mai 2004 qui a constaté que les fonctionnaires des assemblées législatives ne pouvaient, lors d'un recours en annulation d'un acte individuel adopté par une assemblée, contester par voie d'exception un acte réglementaire adopté par cette assemblée, ni introduire directement un recours en annulation contre un tel acte réglementaire devant le Conseil d'État. La Cour conclut que l'absence de ces garanties juridictionnelles génère une discrimination.

Dans l'arrêt n/ 89/2004, la Cour d'arbitrage développe ce point de vue comme suit:

"B.3. En vertu de l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, les fonctionnaires qui sont au service d'une autorité administrative peuvent, pour autant qu'ils justifient de l'intérêt requis, introduire un recours en annulation devant le Conseil d'État contre les actes administratifs de cette autorité, que ceux-ci aient une portée individuelle ou soient de nature réglementaire.

Dans le cadre d'un recours en annulation d'un acte administratif individuel, ces fonctionnaires peuvent en outre contester, par voie d'exception, la légalité de l'acte administratif réglementaire qui sert de fondement à l'acte attaqué.

Le pouvoir du Conseil d'État d'écarter, par voie d'exception, l'application d'un acte administratif réglementaire ne découle pas de l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État mais de l'article 159 de la Constitution, aux termes duquel les cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois.

B.4.1. En vertu de la disposition en cause, les membres du personnel d'une assemblée législative ont la possibilité de demander l'annulation d'un acte administratif individuel de cette assemblée ou de l'un de ses organes; ils ne peuvent toutefois demander l'annulation d'un acte réglementaire de cette assemblée ou de l'un de ses organes.

B.4.2. On peut déduire de la loi du 25 mai 1999 que le législateur a voulu soumettre les actes administratifs individuels des assemblées législatives ou de leurs organes, relatifs à leur personnel, au même régime de protection juridique que celui qui est applicable aux actes des autorités administratives. On ne peut toutefois déduire de cette loi que le législateur ait voulu soumettre les actes réglementaires de ces assemblées ou de leurs organes à ce système de protection juridique.

Lorsqu'ils ont introduit devant le Conseil d'État un recours contre un acte individuel d'une assemblée législative ou de l'un de ses organes, les membres du personnel de cette assemblée ne peuvent contester, par voie d'exception, la légalité de l'acte réglementaire qui sert de fondement à l'acte attaqué.

B.5. Le caractère propre des assemblées législatives, qui sont élues et détentrices du résidu de la souveraineté, exige que leur indépendance soit garantie. La nécessité de sauvegarder cette indépendance ne justifie toutefois pas que les fonctionnaires des assemblées législatives soient privés de la possibilité de contester, dans le cadre d'un recours en annulation formé contre des actes individuels, la légalité de l'acte réglementaire qui sert de fondement à l'acte attaqué, par voie d'exception ou via une procédure aboutissant au même résultat, ni qu'ils soient privés d'un recours en annulation contre ces actes réglementaires. L'absence de ces garanties juridictionnelles qui sont reconnues par contre aux fonctionnaires relevant des autorités administratives est contraire au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination; elle est disproportionnée au souci légitime de sauvegarder la liberté d'action des élus, car l'intérêt protégé par l'institution de ces garanties juridictionnelles est aussi réel et aussi légitime chez les fonctionnaires des assemblées législatives que chez ceux relevant des autorités administratives.

B.6. Il ne peut être remédié à cette situation que par la création d'un recours organisé par l'organe normatif compétent qui puisse envisager des garanties spécifiques assurant l'indépendance des assemblées législatives, consacrée notamment par l'article 60 de la Constitution et les dispositions analogues des lois de réformes institutionnelles.

B.7. Il résulte de ce qui précède que la discrimination trouve son origine dans le défaut d'organisation, d'une part, d'un droit de contester, à la suite d'un recours en annulation d'un acte individuel, la légalité de l'acte réglementaire qui sert de fondement à l'acte attaqué et, d'autre part, d'un recours en annulation des actes réglementaires pris par les assemblées législatives ou leurs organes à l'égard de leur personnel."³

3. Les auteurs de la proposition entendent s'inspirer de la solution retenue par la loi du 25 mai 1999. La proposition tend à se conformer à l'arrêt n/ 89/2004 de la Cour d'arbitrage en disposant expressément que tant les actes administratifs individuels que réglementaires des assemblées législatives, des juridictions et des organes connexes

⁽³⁾ La Cour conclut dans les mêmes termes en ce qui concerne les actes réglementaires émanant de la Cour des comptes (même arrêt, B.12).

relèvent de la compétence de la section d'administration du Conseil d'État. Le législateur est habilité à cette fin par l'article 160 de la Constitution qui charge le législateur de déterminer la compétence du Conseil d'État.

Cependant, les dispositions proposées ne remédient qu'à une des deux inconstitutionnalités constatées par la Cour d'arbitrage dans cet arrêt, à savoir l'absence de recours en annulation contre les actes administratifs réglementaires qui émanent des assemblées législatives, des juridictions et des organes connexes.

En effet, la proposition ne règle pas la seconde inconstitutionnalité constatée par la Cour d'arbitrage ⁴, à savoir l'impossibilité de soulever à l'encontre de ces actes une exception d'illégalité dans le cadre d'un recours en annulation dirigé contre un acte individuel basé sur un acte administratif réglementaire ⁵.

On complétera la proposition sur ce point par une disposition se basant également sur l'article 160 de la Constitution.

Il n'est en effet pas certain qu'après la modification proposée, l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État aurait pour conséquence nécessaire que puisse être mise en oeuvre la technique de l'exception d'illégalité à l'égard des actes réglementaires pris dans les matières mentionnées à la fin de cette disposition.

4. La proposition, en ce compris le complément qui vient d'être suggéré, ne susciterait par ailleurs aucune difficulté au regard de la nécessité d'assurer l'indépendance des assemblées législatives, dont il est fait état aux considérants B.5 et B.6 de l'arrêt n/ 89/2004 précité de la Cour d'arbitrage. Les actes réglementaires concernés se limiteraient en effet à ceux qui sont adoptés en matière de marchés publics et de personnel

(4) Voir notamment le point 3 du dispositif de l'arrêt n/ 89/2004.

(5) L'article 159 de la Constitution ("Les cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois") est sans pertinence à cet égard dès lors qu'il ne concerne pas des actes administratifs émanant d'assemblées législatives, de juridictions et d'organes connexes.

de ces assemblées, conformément à l'article 14, § 1^{er}, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, disposition au sein de laquelle le texte proposé s'insérerait.

EXAMEN DU TEXTE

L'article 2 de la proposition a notamment pour objet d'insérer les mots "individuels et réglementaires" à la suite des mots "actes administratifs" à l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées.

Toutefois, alors qu'il est question d'"actes et règlements" à l'article 14, § 1^{er}, en ce qui concerne les autorités administratives, les assemblées législatives, les juridictions et les organes connexes emploient, selon la proposition, les termes "actes administratifs individuels et réglementaires".

Dès lors qu'on recherche un parallélisme avec les autorités administratives, il est recommandé, dans l'intérêt de la sécurité juridique, soit d'emprunter les termes "actes et règlements", soit d'utiliser dans les deux cas la formule plus actuelle des "actes administratifs individuels et réglementaires", au risque de voir les dispositions en projet sujettes à débat à propos de la valeur qu'il convient d'attribuer aux différences terminologiques.

STREKKING VAN HET WETSVOORSTEL

Het om advies voorgelegde voorstel van wet beoogt een wijziging van de bevoegdheid van de afdeling administratie van de Raad van State ten aanzien van administratieve handelingen van wetgevende vergaderingen of van hun organen, daarbij inbegrepen de ombudsmannen ingesteld bij deze assemblées, van het Rekenhof en van het Arbitragehof, van de Raad van State en de administratieve rechtscolleges evenals van organen van de rechterlijke macht en van de Hoge Raad van de Justitie met betrekking tot overheidsopdrachten en leden van hun personeel. Met name strekt het voorstel ertoe de mogelijkheid in te voeren om ook tegen reglementaire handelingen van die instanties beroep tot nietigverklaring in te stellen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De bevoegdheid van de afdeling administratie van de Raad van State inzake administratieve handelingen van de wetgevende vergaderingen, de rechtscolleges en de instellingen die ermee samenhangen, werd ingevoerd door de wet van 25 mei 1999 ¹ en gewijzigd bij de wet van 15 september 2006 ².

Thans luidt de tekst van artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten:

"De afdeling doet uitspraak, bij wijze van arresten, over de beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen de akten en reglementen van de onderscheiden administratieve overheden, alsook tegen de administratieve handelingen van wetgevende vergaderingen of van hun organen, daarbij inbegrepen de ombudsmannen ingesteld bij deze assemblées, van het Rekenhof en van het Arbitragehof, van de Raad van State en de administratieve rechtscolleges evenals van organen van de rechterlijke macht en van de Hoge Raad van de Justitie met betrekking tot overheidsopdrachten en leden van hun personeel".

(1) Wet van 25 mei 1999 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, alsook van het Gerechtelijk Wetboek, artikel 2.

(2) Wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, artikel 4.

Het optreden van de wetgever in 1999 kwam er na het arrest nr. 31/96 van 15 mei 1996 van het Arbitragehof, waarin het Hof oordeelde dat het ontbreken voor ambtenaren van wetgevende vergaderingen van de mogelijkheid om een annulatieberoep in te stellen tegen bestuurshandelingen van die vergaderingen, in strijd is met het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel. De wetgever heeft die ongrondwettige lacune weggewerkt door te voorzien in een annulatieberoep bij de Raad van State.

2. Het voorliggende voorstel strekt ertoe rekening te houden met het arrest van het Arbitragehof nr. 89/2004 van 19 mei 2004, waarin is vastgesteld dat ambtenaren van wetgevende vergaderingen, bij een beroep tot nietigverklaring van een door een vergadering aangenomen individuele handeling, een door deze vergadering aangenomen reglementaire handeling niet bij wege van exceptie kunnen betwisten, noch bij de Raad van State rechtstreeks een beroep tot nietigverklaring kunnen instellen tegen een zodanige reglementaire handeling. Het Hof besluit dat het ontbreken van deze rechterlijke waarborgen een discriminatie doet ontstaan.

Het Arbitragehof ontwikkelt die zienswijze als volgt in het arrest nr. 89/2004:

"B.3. Krachtens artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kunnen de ambtenaren in dienst van een administratieve overheid, voor zover zij doen blijken van het vereiste belang, bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring instellen tegen de administratieve rechtshandelingen van die overheid, ongeacht of zij van individuele of van reglementaire aard zijn.

In het kader van een beroep tot nietigverklaring van een individuele administratieve handeling beschikken die ambtenaren bovendien over de mogelijkheid om, bij wege van exceptie, de wettigheid van de reglementaire administratieve handeling die aan de bestreden handeling ten grondslag ligt, te betwisten.

De bevoegdheid van de Raad van State om, bij wege van exceptie, een reglementaire administratieve handeling buiten toepassing te laten, vloeit niet voort uit artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, maar uit artikel 159 van de Grondwet, naar luid waarvan de hoven en rechtbanken de algemene, provinciale en plaatselijke besluiten en verordeningen alleen toepassen in zoverre zij met de wetten overeenstemmen.

B.4.1. Krachtens de in het geding zijnde bepaling beschikken de personeelsleden van een wetgevende vergadering over de mogelijkheid om de nietigverklaring van een individuele administratieve handeling, uitgaande van die vergadering of van een orgaan ervan, te vorderen; zij beschikken evenwel niet over

.../...

de mogelijkheid om de vernietiging van een van die vergadering of van een orgaan ervan uitgaande reglementaire handeling te vorderen.

B.4.2. Uit de wet van 25 mei 1999 kan worden afgeleid dat de wetgever de individuele administratieve handelingen van de wetgevende vergaderingen of hun organen met betrekking tot hun personeel aan hetzelfde rechtsbeschermingsstelsel heeft willen onderwerpen als datgene dat van toepassing is op de handelingen van de bestuurlijke overheden. Uit die wet kan evenwel niet worden afgeleid dat de wetgever de reglementaire handelingen van die vergaderingen of hun organen aan dat rechtsbeschermingsstelsel heeft willen onderwerpen.

Wanneer ze een beroep bij de Raad van State hebben ingesteld tegen een individuele handeling van een wetgevende vergadering of van een orgaan ervan, beschikken de personeelsleden van die vergadering bijgevolg niet over de mogelijkheid om bij wege van exceptie, de wettigheid van de reglementaire handeling die aan de bestreden handeling ten grondslag ligt, te betwisten.

B.5. Het eigen karakter van de wetgevende vergaderingen, die verkozen zijn en houders zijn van het residu van de soevereiniteit, vergt dat hun onafhankelijkheid wordt gewaarborgd. De noodzaak om die onafhankelijkheid te vrijwaren verantwoordt evenwel niet dat aan de ambtenaren van de wetgevende vergaderingen de mogelijkheid zou worden onzegd om in het kader van een beroep tot nietigverklaring tegen individuele handelingen, bij wege van exceptie of via een procedure die tot een gelijkaardig resultaat leidt, de wettigheid van de reglementaire handeling die aan de bestreden handeling ten grondslag ligt te betwisten, noch dat hun een beroep tot nietigverklaring tegen die reglementaire handelingen zou worden onzegd. Het ontbreken van die jurisdictionele waarborgen, die wel zijn toegekend aan de ambtenaren die van bestuurlijke overheden afhangen, is strijdig met het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie; het staat niet in verhouding tot de gewettigde zorg de vrijheid van handelen van de verkozenen te vrijwaren want het belang dat wordt beschermd door de invoering van die jurisdictionele waarborgen is even reëel en even legitiem bij de ambtenaren van de wetgevende vergaderingen als bij die van de bestuurlijke overheden.

B.6. Die situatie kan slechts worden verholpen door de organisatie van een beroep door het bevoegde normerende orgaan, dat zou kunnen voorzien in specifieke waarborgen die de onafhankelijkheid van de wetgevende vergaderingen verzekeren, onafhankelijkheid die in het bijzonder gewaarborgd is door artikel 60 van de Grondwet en analoge bepalingen in de wetten tot hervorming der instellingen.

B.7. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de discriminatie haar oorsprong vindt in de ontstentenis van organisatie van, enerzijds, een recht om, naar aanleiding van een beroep tot nietigverklaring van een individuele handeling, de wettigheid van de reglementaire handeling die aan de bestreden handeling ten grondslag ligt te betwisten, en van, anderzijds, een beroep tot nietigverklaring van reglementaire

handelingen die door de wetgevende vergaderingen of hun organen ten aanzien van hun personeel worden gesteld" ³.

3. De indieners van het voorstel willen voortbouwen op de oplossing die is aangenomen in de wet van 25 mei 1999. Het voorstel beoogt tegemoet te komen aan het arrest nr. 89/2004 van het Arbitragehof door uitdrukkelijk te bepalen dat zowel de individuele als de reglementaire administratieve handelingen van de wetgevende vergaderingen, de rechtscolleges en de instellingen die ermee samenhangen, tot de bevoegdheid van de afdeling administratie van de Raad van State behoren. De wetgever ontleent de bevoegdheid daartoe aan artikel 160 van de Grondwet, dat de wetgever de opdracht geeft om de bevoegdheid van de Raad van State te bepalen.

De voorgestelde regeling komt echter slechts tegemoet aan één van de twee ongrondwettigheden die het Arbitragehof in dat arrest vaststelde, met name het ontbreken van een annulatieberoep tegen reglementaire administratieve handelingen die uitgaan van wetgevende vergaderingen, de rechtscolleges en de instellingen die ermee samenhangen.

Het voorstel bevat immers geen regeling voor de tweede ongrondwettigheid die het Arbitragehof vaststelt ⁴, met name het ontbreken van de mogelijkheid om die handelingen te toetsen door middel van een exceptie van onwettigheid naar aanleiding van een annulatieberoep, gericht tegen een individuele akte die gebaseerd is op die reglementaire administratieve handeling ⁵.

Op dit punt moet het voorstel worden aangevuld met een regeling die eveneens stoelt op artikel 160 van de Grondwet.

(3) Het Hof concludeert in gelijkaardige bewoordingen wat betreft reglementaire handelingen die uitgaan van het Rekenhof (zelfde arrest, B.12).

(4) Zie inzonderheid punt 3 van het dispositief van het arrest nr. 89/2004.

(5) Artikel 159 van de Grondwet ("De hoven en rechtbanken passen de algemene, provinciale en plaatselijke besluiten en verordeningen alleen toe in zoverre zij met de wetten overeenstemmen.") is in dit opzicht niet dienstig, omdat het geen betrekking heeft op administratieve handelingen die uitgaan van wetgevende vergaderingen, rechtscolleges en de instellingen die ermee samenhangen.

Het staat immers niet vast dat na de voorgestelde wijziging, artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State er automatisch toe zou leiden dat de techniek van de onwettigheidsexceptie kan worden toegepast ten aanzien van de reglementaire handelingen gesteld in de aangelegenheden genoemd aan het einde van die bepaling.

4. Het voorstel, met inbegrip van de aanvulling die zonet is gesuggereerd, zou voor het overige geen enkel probleem opleveren ten aanzien van de noodzaak om de onafhankelijkheid van de wetgevende vergaderingen te waarborgen, waarvan sprake in de overwegingen B.5 en B.6 van het voornoemde arrest nr. 89/2004 van het Arbitragehof. De betrokken reglementaire handelingen zouden immers beperkt zijn tot die welke aangenomen worden met betrekking tot de overheidsopdrachten en het personeel van die vergaderingen, overeenkomstig artikel 14, § 1, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, in welke bepaling de voorgestelde tekst zou worden ingevoegd.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikel 2 van het voorstel strekt er inzonderheid toe de woorden "individuele en reglementaire" in artikel 14, § 1, van gecoördineerde wetten in te voegen vóór de woorden "administratieve handelingen".

In artikel 14, § 1, is, in verband met de administratieve overheden, evenwel sprake van "akten en reglementen", terwijl bij de wetgevende vergaderingen, de rechtscolleges en de instellingen die ermee samenhangen volgens het voorstel de termen "individuele en reglementaire administratieve handelingen" worden gebruikt.

Aangezien een parallellisme wordt beoogd met de administratieve overheden, verdient het ter wille van de rechtszekerheid aanbeveling hetzij de terminologie van "akten en reglementen" over te nemen, hetzij in beide gevallen de meer actuele terminologie van "individuele en reglementaire administratieve handelingen" te gebruiken. Anders dreigt door de voorgestelde regeling discussie te ontstaan over de waarde die men aan de terminologische verschillen moet hechten.

L'assemblée générale de la section de législation
était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetge-
ving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

P. LIÉNARDY,
J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,
W. VAN VAERENBERGH,

H. COUSY
J. VELAERS,
H. BOSLY,
G. KEUTGEN,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw
Monsieur
de Heer

D. LANGBEEN,
M. FAUCONIER,

greffier en chef,
hoofdgriffier,
greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par
MM. X. DELGRANGE, premier auditeur et
J. VAN NIEUWENHOVE, auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door de
HH. X. DELGRANGE, eerste auditeur en
J. VAN NIEUWENHOVE, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. BAERT.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. BAERT.

LE GREFFIER EN CHEF - DE HOOFDGRIFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

R. ANDERSEN